

Lov om varemærker, 1961

258

LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE — NOVEMBRE 1961

1961

Lov om varemærker

ts au Gouvernement, sauf s'il est en considération des dérivés d'acquisition laquelle il lui a engagé ces enfin le bénéfice qu'il peut retirer d'une autre utilisation de l'invention.

Mars
3

Nr. 4

La réclamation ne peut être formulée qu'une fois le brevet délivré. Une indemnisation ne peut jamais être réclamée qu'après coup et pour des périodes qui ne peuvent être inférieures à un an.

(2) La réclamation est adressée à l'autorité fédérale supérieure compétente. Le recours aux tribunaux ordinaires demeure réservé.

(3) Une indemnisation ne peut avoir lieu en vertu de l'alinéa (1) que si la présentation de la première demande a eu lieu à l'Office allemand des brevets et que l'invention n'a pas déjà été déclarée secrète par un Etat étranger, pour des raisons de défense nationale, avant la décision prise en vertu du § 30a, alinéa (1).

§ 30g

Le Gouvernement fédéral désigne par voie d'ordonnance les autorités fédérales supérieures compétentes aux termes des §§ 24, alinéa (3), 30a à 30f et 36m, alinéa (2).

(A suivre)

IRLANDE

Avis

concernant la protection temporaire des inventions et dessins à une exposition

(Du 16 octobre 1961)¹⁾

Les inventions et les dessins exhibés au *Spring Show and Industries Fair*, qui sera tenu à Dublin du 1^{er} au 5 mai 1962, jouiront de la protection temporaire prévue par les articles 60 et 76 de la loi de 1927 sur la protection de la propriété industrielle et commerciale²⁾.

NORVÈGE

I

Loi concernant les marques de fabrique

(Du 3 mars 1961)

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

Par enregistrement en conformité de la présente loi, qui concerne s'occupe d'affaires peut acquérir le droit exclusif

d'utiliser une marque de fabrique comme signe distinctif des marchandises ou des services fournis par suite de son activité économique.

La marque de fabrique peut être constituée de figures, de mots ou de combinaisons de mots (y compris les slogans), de lettres ou de chiffres, ou bien de l'emballage spécial de la marchandise ou de son emballage.

Les dispositions données ci-dessous et concernant les marchandises s'appliquent également aux services, à moins que le contexte n'en dise autrement.

Article 2

Quiconque s'occupe d'affaires détient, même sans enregistrement, le droit exclusif à une marque de fabrique lorsque celle-ci est d'un usage notoirement connu.

Une marque est censée d'un usage notoirement connu lorsque parmi vendeurs et acheteurs des produits en cause elle est généralement considérée dans ce pays comme signe distinctif des marchandises fournies par son propriétaire.

Article 3

Dans son activité professionnelle, quiconque s'occupe d'affaires a le droit d'utiliser son nom patronymique ou son nom commercial comme signe distinctif de ses marchandises lorsque cette pratique ne prête pas à confusion avec une marque de fabrique acquise à autrui, ou bien avec un nom patronymique ou nom commercial que quelqu'un d'autre utilise déjà légalement dans son activité professionnelle.

Article 4

Le droit de désigner des marchandises en vertu des articles 1 à 3 a pour effet qu'aucun autre que le propriétaire de ce droit ne peut, dans son activité économique, utiliser ce même signe pour ses marchandises, ou un signe si ressemblant à cet autre signe que cela mène à des méprises lors des transactions commerciales. La présente disposition s'applique, que le signe soit utilisé à même la marchandise ou sur son emballage, dans la publicité, dans les documents d'affaires ou autrement, y compris aussi dans les communications de vive voix, et cela que la marchandise soit destinée à être vendue ou autrement présentée dans ce pays ou à l'étranger, ou à être importée en ce pays.

Il est également considéré comme illicite, quand on vend ou présente des pièces de rechange, des accessoires, etc., de faire allusion au signe de marchandise appartenant à un autre, de manière à laisser la fausse impression que les articles offerts proviennent du propriétaire de ce signe, ou que ce propriétaire ait autorisé l'emploi de son signe.

Si un signe de la nature définie aux articles 1 à 3 sert légalement à indiquer une marchandise, et que celle-ci soit ensuite fondamentalement modifiée par remaniement, réparation, etc., de l'œuvre d'un autre que le propriétaire du signe, ce signe ne doit plus s'appliquer à la marchandise sans le consentement de son propriétaire si la marchandise est ultérieurement importée, vendue ou présentée comme objet de commerce, à moins que la modification ne soit clairement signalée ou ne soit évidente d'autre manière.

¹⁾ Communication officielle de l'Administration irlandaise.

²⁾ Voir *Prop. ind.*, 1927, p. 214; 1929, p. 181; 1948, p. 3; 1950, p. 154.

Article 5

Le droit de disposer d'un signe de marchandise n'assure pas au propriétaire un droit exclusif quelconque à de tels éléments du signe qui servent principalement à rendre la marchandise ou son emballage plus utile, ou bien qui, par ailleurs, ont d'autres fonctions que de servir de signe.

Article 6

Aux termes de la présente loi, les signes sont considérés comme susceptibles de prêter à confusion seulement s'ils s'appliquent à des marchandises de même nature ou de nature analogue.

Toutefois, la condition posée au premier alinéa ne s'applique pas:

- a) au nom patronymique ou au nom commercial;
- b) à un signe qui est éminemment consacré par l'usage lorsque le signe est notoirement connu dans les milieux les plus divers en ce pays, et que ce serait exploiter ou diminuer déloyalement le bon renom (*goodwill*) obtenu par le signe si un signe analogue était en l'occurrence utilisé par un autre;
- c) à un signe consacré par l'usage lorsque, en raison du genre spécial des marchandises, ce serait manifestement nuire gravement au renom du signe si un signe similaire était utilisé pour les autres marchandises.

Article 7

Si plusieurs personnes formulent une demande de droit exclusif au même signe à titre individuel en conformité des articles 1^{er} et 2, la priorité reviendra à la première demande en date, si les prescriptions données aux articles 8 et 9 n'en disposent pas autrement.

Article 8

Même en admettant qu'une marque de fabrique enregistrée soit susceptible d'être confondue avec un signe de marchandise ayant priorité de date, elle pourra légitimement subsister à côté de celui-ci, si la demande d'enregistrement a été déposée de bonne foi, qu'une action en nullité n'aît pas été intentée avant cinq ans à compter de la date d'enregistrement et que la marque, au surplus, ait été utilisée dans une mesure non négligeable.

Article 9

Un signe de droit moins ancien peut également subsister à côté d'un signe plus ancien:

- a) sous la réserve que le droit moins ancien ait été acquis par un usage notoirement connu, et que le propriétaire du droit plus ancien n'ait pas, dans des délais raisonnables, pris des mesures pour faire obstacle à l'utilisation de l'autre signe; ou bien
- b) sous la réserve que les signes aient été acquis par l'usage en ce pays dans des régions distinctes, et en admettant que les deux signes puissent, comme auparavant, être utilisés sans qu'il s'ensuive confusion des deux unités d'exploitation dont provient la marchandise.

Article 10

Afin d'éviter le risque de confusion dans les cas prévus aux articles 3, 8 et 9, le tribunal, s'il le juge équitable, peut ordonner par jugement qu'à l'avenir l'un ou les deux signes distinctifs soient utilisés seulement pour certaines marchandises, ou bien à l'intérieur d'un territoire bien défini, ou utilisés d'une façon déterminée comme, par exemple, avec une présentation convenie, avec indication du lieu de provenance, ou adjonction du nom du propriétaire, ou avec tout autre additif mettant les choses au point.

Article 11

A l'édition d'un dictionnaire, répertoire, manuel ou autre ouvrage d'impression de caractère technique, l'auteur de l'ouvrage, son chef de rédaction, directeur et éditeur sont tenus, sur demande de celui qui détient une marque de fabrique enregistrée, de veiller à ce que cette marque ne soit reproduite dans l'ouvrage que s'il en ressort en même temps que la marque est protégée par l'enregistrement.

S'il n'est pas déféré à une demande formulée en temps utile pour la sauvegarde du droit visé au précédent alinéa, il peut être réclamé que celui à qui la demande a été adressée assume les frais d'une rectification à publier de la manière et dans la mesure jugées équitables.

TITRE II

Enregistrement des marques de fabrique

Article 12

Le registre des marques de fabrique est tenu pour toute l'étendue du territoire national par l'Office national de la propriété industrielle (Bureau des brevets).

Article 13

La marque de fabrique faisant l'objet d'une demande d'enregistrement doit être de nature à pouvoir faire distinguer les marchandises du dépositaire de celles offertes par d'autres. Ainsi, la marque ne doit pas uniquement, ou seulement par des modifications ou suppléments infimes, marquer la nature de la marchandise, sa qualité, quantité, destination, son prix, le lieu ou la date de sa fabrication. Toutefois, lors de la décision sur la question de savoir si une marque de fabrique possède les caractéristiques d'une marque distinctive, il faudra prendre en considération toutes les circonstances de fait, notamment la question de savoir pendant combien de temps et dans quelle mesure la marque a été utilisée.

Une marque de fabrique, constituée exclusivement de lettres ou de chiffres et ne pouvant être considérée comme étant une marque figurative, peut être qualifiée pour l'enregistrement seulement quand elle a acquis le caractère de marque distinctive par un usage notoirement connu.

Une marque de fabrique ne peut pas obtenir l'enregistrement si elle est seulement constituée d'éléments susceptibles d'être pris pour un nom patronymique ou nom commercial.

Article 14

Une marque de fabrique ne peut pas être enregistrée:

- 1^{re} si elle est contraire à la loi ou à l'ordre public, ou susceptible de soulever la reprobation publique;

2^{re} si elle

3^{re} si, sans porter très sensiblement sur la nature des marchandises, quelle draperie apparaît des noms et des marques si elles sont énumérées, étrangement, aient letin triell

4^{re} si la consécutive trait qu'en temps

5^{re} si la prise tout à fait bien autrement que indû

6^{re} si l'absence non bien facilement qui ait

7^{re} si la malice le cas mal

Dès être acquis par l'individu

Le que de pour le tremblement

- prévus à pour signes recham- ou uti- une prover- e tout autre l'ou- emis- rique epro- que emps ta il ssée rière ente la ade in- par des ner su- ers pas- es de le re es le s
- 2^e si elle est susceptible de prêter à confusion;
- 3^e si, sans le consentement de l'autorité compétente, elle porte des armoiries publiques, drapeau national ou autres symboles ou insignes publics, y compris marques de contrôle ou de garantie de nature officielle et d'origine norvégienne ou étrangère; soit des empreintes de même nature et origine, et servant au marquage de marchandises de nature identique ou semblable à celle pour laquelle l'enregistrement est demandé; soit des armoiries, drapeaux ou autres emblèmes, sigles ou appellations appartenant à des organisations interétatiques; ou bien des marques, sceaux ou signes de caractère international et dont l'usage non autorisé est interdit par la loi. La marque de fabrique ne doit pas être enregistrée non plus si elle comporte des éléments prêtant à confusion avec des emblèmes, marques, etc., ayant les caractéristiques énumérées ci-dessus. A l'exception des drapeaux nationaux, l'utilisation d'emblèmes ou de marques d'origine étrangère ne constitue toutefois pas d'empêchement à l'enregistrement avant que ces emblèmes, marques, etc., aient été portés à la connaissance du public dans le bulletin publié par l'Office national de la propriété industrielle;
- 4^e si la marque comporte des éléments susceptibles d'être considérés comme le nom commercial d'un autre établissement, ou bien comme le nom patronymique ou le portrait d'une autre personne et ne se rapportant pas à quelqu'un qui, notoirement, est décédé depuis assez longtemps;
- 5^e si la marque comporte des éléments susceptibles d'être pris pour le titre original de l'œuvre littéraire ou artistique d'un autre, tombant sous la protection de la loi, ou bien si la marque porte atteinte au droit d'auteur d'un autre à une telle œuvre, ou au droit d'un autre à la reproduction d'une photographie ou d'un dessin et modèle industriel;
- 6^e si la marque est susceptible d'être confondue avec le nom patronymique ou le nom commercial d'un autre, ou bien avec une marque de fabrique enregistrée au bénéfice d'un autre, en vertu d'une demande déposée antérieurement, ou bien d'être confondue avec une marque qui était déjà notoirement connue comme utilisée par un autre lorsque la demande d'enregistrement fut déposée;
- 7^e si la marque est susceptible d'être confondue avec une marque de fabrique que quelqu'un d'autre utilisait avant le déposant, et si le déposant était au courant du fait au moment du dépôt de sa demande d'enregistrement.

Dérogation aux points 4, 5, 6 et 7 du présent article peut être accordée lorsqu'il y a consentement de la part du propriétaire du droit plus ancien, et qu'on ne risque pas que la marque soit de nature à prêter à confusion.

Article 15

Le droit exclusif acquis par l'enregistrement d'une marque de fabrique ne couvre pas de tels éléments de la marque pour lesquels il ne serait pas possible d'obtenir un enregistrement à part.

Si une marque comporte un tel élément, et si l'Office considère que l'enregistrement de la marque pourrait créer de l'incertitude quant à l'étendue du droit, il peut expressément être mentionné lors de l'enregistrement que cet élément est excepté de la protection de la loi.

S'il est constaté par la suite que l'élément de marque exclu de la protection peut faire l'objet d'un enregistrement, un nouvel enregistrement peut être demandé pour cet élément séparément, ou bien pour l'ensemble de la marque sans maintien de la restriction antérieure.

Article 16

L'enregistrement d'une marque de fabrique vaut pour des marchandises ou des classes de marchandises bien définies. La classification des marchandises sera établie par le Roi.

Article 17

Les demandes d'enregistrement de marques de fabrique doivent être adressées par écrit à l'Office national de la propriété industrielle. La demande doit fournir des renseignements sur le nom patronymique ou commercial du déposant et sur la nature de son activité économique. La demande doit présenter une reproduction de la marque et spécifier les marchandises ou classes de marchandises pour lesquelles l'enregistrement de la marque est demandé. Par ailleurs, la demande doit satisfaire aux prescriptions qui seront arrêtées en vertu de l'article 43, et la taxe prévue doit accompagner la demande.

Article 18

Si un déposant demande l'enregistrement d'une marque de fabrique qu'il a pour la première fois utilisée pour des marchandises exhibées dans une exposition internationale organisée en ce pays, et si la demande est déposée avant l'expiration des six mois qui suivent l'inauguration de l'exposition, la demande sera considérée comme déposée à la date à laquelle les marchandises furent, pour la première fois, exhibées à l'exposition, pour la fixation des droits de la demande à l'égard de signes utilisés par d'autres ou pour lesquels ceux-ci ont demandé l'enregistrement.

Sous condition de réciprocité, le Roi peut conclure des conventions avec des puissances étrangères sur l'établissement de règles analogues pour les expositions organisées sur leurs territoires.

Article 19

Si une demande d'enregistrement n'est pas en conformité de la présente loi ou des prescriptions arrêtées en vertu de la loi, ou que les conditions ne soient pas remplies pour obtenir l'enregistrement, l'Office est tenu d'en informer le déposant. Un délai raisonnable sera imparti à ce dernier pour répondre et, le cas échéant, pour parer aux insuffisances de sa demande.

Une demande n'est pas censée déposée tant qu'une reproduction de la marque n'a pas été présentée à l'Office. D'autres irrégularités entachant la demande ne doivent pas constituer d'entraves à ce que la demande soit considérée comme déposée à partir du moment où la reproduction de la marque est parvenue à l'Office, pourvu que ces irrégularités soient corrigées dans le délai fixé par l'Office.

S'il n'est pas répondu à la recommandation de l'Office dans le délai prévu, la demande doit être considérée comme retirée. Toutefois, contre le versement d'une taxe spéciale, le déposant peut exiger que l'examen de la demande soit repris dans les 4 mois qui suivent l'expiration du délai. Dans le même délai, il doit être répondu à la recommandation de l'Office. Si la taxe n'est pas versée et s'il n'est pas répondu à la recommandation avant l'expiration du délai, la sollicitation de reprendre l'examen est considérée comme nulle et non avenue. La sollicitation de reprendre l'examen peut être présentée une seule fois au cours de l'examen de la demande.

Lorsque de déposant a répondu à la recommandation de l'Office dans le délai prévu, mais que l'Office estime que la demande présente toujours des irrégularités, la demande doit être repoussée si l'Office ne juge pas convenable de consentir au déposant une nouvelle recommandation et un nouveau délai.

Si l'enregistrement est refusé, le déposant peut, contre versement d'une taxe prévue, faire appel de la décision à la 2^e Section de l'Office. Le délai d'appel est de 2 mois à compter du jour où l'avis de la décision a été envoyé au déposant par l'Office.

Si la 2^e Section de l'Office refuse l'enregistrement, la décision ne saurait être soumise à l'appréciation des tribunaux.

Article 20

Si la demande de faire enregistrer une marque de fabrique est conforme à la présente loi et aux prescriptions arrêtées en vertu de la loi, et que rien n'a été constaté qui s'oppose à l'enregistrement, la demande et, habituellement toutes les pièces y annexées, sont exposées à la censure publique. Une notification contenant un sommaire de la demande est publiée dans le bulletin de l'Office. Cet avis au public doit préciser que celui qui veut s'opposer à l'enregistrement de la marque doit le faire, selon les formes prescrites, dans les 2 mois qui suivent la date de publication.

A l'expiration du délai, l'Office procède à l'examen critique de la demande et décide en conséquence si la marque doit obtenir l'enregistrement.

Le déposant de la demande et celui qui s'est opposé à l'enregistrement peuvent en appeler à la 2^e Section de l'Office de toute décision qui leur serait contraire. Ce recours se déroule selon les dispositions de l'article 19, dernier et avant-dernier alinéas.

Article 21

S'il est définitivement décidé par l'Office que la marque sera enregistrée, cette décision est inscrite au registre, notification en est publiée dans le bulletin de l'Office, et le certificat d'enregistrement est expédié au déposant.

Si la demande a été exposée à la censure publique selon les dispositions de l'article 20, la notification prévue à l'alinéa ci-dessus sera faite aussi lorsque l'enregistrement est refusé ou que la demande est retirée.

Article 22

L'enregistrement est valable à partir du jour où la demande est parvenue à l'Office conformément aux dispositions

de l'article 17 de la loi (cf. art. 19), ou bien à partir du jour où la demande est à considérer comme déposée (cf. art. 18). L'enregistrement est valable pour une période jusqu'à 10 années à compter du jour où a été prise définitivement la décision d'enregistrer la marque (la date d'enregistrement).

Le propriétaire peut demander le renouvellement de l'enregistrement, chaque fois pour une durée de 10 années à compter de l'expiration de la période d'enregistrement antérieure.

Article 23

La demande de renouvellement est adressée à l'Office par écrit, au plus tôt un an avant l'expiration de la période d'enregistrement, et au plus tard 6 mois après, et la demande doit être accompagnée de la taxe prévue. Si la demande est déposée après l'expiration de la période d'enregistrement, le déposant doit en outre verser une taxe supplémentaire.

Si la demande de renouvellement n'est pas parvenue quand expire la période d'enregistrement, l'Office en avise le propriétaire enregistré ou son mandataire, mais la responsabilité de l'Office n'est pas engagée si un tel avertissement n'était pas donné.

Les dispositions de l'article 19, abstraction faite de la première phrase du 2^e alinéa, et du 1^{er} alinéa de l'article 21, sont également applicables à l'examen d'une demande de renouvellement.

Article 24

Sur demande du propriétaire et contre versement de la taxe prévue, une marque de fabrique enregistrée peut subir des modifications mineures n'altérant pas l'ensemble de sa présentation. Le premier alinéa de l'article 21 est alors applicable. La notification reproduit la marque dans sa forme modifiée.

TITRE III

Enregistrements annulés

Article 25

Si une marque de fabrique a été enregistrée en contradiction avec la présente loi, l'enregistrement peut être annulé par décision judiciaire, si la marque ne peut pas subsister en vertu des dispositions des articles 8 à 10.

L'enregistrement peut également être annulé si le propriétaire de la marque n'exerce plus son activité, ou bien si, postérieurement à l'enregistrement, la marque a notoirement perdu son caractère de signe distinctif, ou qu'elle soit désormais de nature à prêter à confusion, incompatible avec l'ordre public ou de nature à soulever la réprobation publique.

Article 26

L'action en justice en vertu de l'article 25 tombe sous la juridiction du Tribunal de Grande Instance d'Oslo (*Oslo Byrett*), et peut être intentée par quiconque s'estime lésé dans ses droits. L'Office doit être avisé du procès intenté.

L'action se fondant sur les dispositions des articles 13 ou 14, points 1 à 3, ou de l'article 25, 2^e alinéa, peut être intentée par l'Office également.

Lorsque à la fois le propriétaire de la marque et celui qui conteste les droits de ce dernier en tombent d'accord, la

question de la validité de l'enregistrement peut être soumise à l'appréciation définitive de la 2^e Section de l'Office. Il faut verser une taxe prévue à cet effet.

Lorsqu'elle constate que la marque de fabrique n'a manifestement pas rempli ou ne remplit plus les conditions posées pour obtenir ou garder la protection de la loi sur les marques de fabrique, la 2^e Section de l'Office peut définitivement annuler l'enregistrement si le propriétaire de la marque n'y fait pas d'objection. La réclamation du propriétaire doit être parvenue à l'Office au plus tard 3 mois après que la 2^e Section de l'Office lui a notifié qu'elle entend prendre une telle décision, et a indiqué la raison de cette décision.

Article 27

Si l'enregistrement d'une marque de fabrique a été annulé par décision judiciaire, mention en doit être inscrite au registre et portée à la connaissance du public, comme ordonné à l'article 21, 1^{re} alinéa.

Il en est de même si l'enregistrement n'est pas renouvelé, ou que le propriétaire de la marque demande lui-même que la marque soit rayée du registre.

TITRE IV

Dispositions spéciales concernant l'enregistrement des marques de fabrique déposées par des étrangers

Article 28

Si quelqu'un ne s'occupant pas d'affaires en Norvège dépose une demande d'enregistrement d'une marque de fabrique, il doit établir que la marque est enregistrée en sa faveur dans son pays de résidence pour les marchandises visées par la demande.

La disposition ci-dessus devient inopérante si le pays de résidence concède la même dispense en faveur de marques dont l'enregistrement y est demandé par quelqu'un s'occupant d'affaires et résidant en Norvège.

Article 29

Sous condition de reciprocité, le Roi peut décider qu'une marque de fabrique enregistrée dans un Etat étranger peut — à des conditions à fixer — être enregistrée en Norvège telle qu'elle est valablement enregistrée dans l'Etat étranger. Si, en vertu de cette disposition, on enregistre une marque qui, autrement, n'aurait pu obtenir protection en Norvège, cette protection n'a pas plus de durée ni d'étendue que dans l'Etat étranger.

Article 30

Sous condition de reciprocité, le Roi peut décider que celui qui, de façon prescrite, a déposé une demande d'enregistrement d'une marque dans un Etat étranger peut, sous l'observation d'un délai déterminé, demander l'enregistrement de la marque en Norvège, avec le résultat qu'à l'égard des signes utilisés par d'autres ou dont l'enregistrement a été demandé par d'autres, la demande est à considérer comme déposée en Norvège à la date même où la demande fut déposée dans l'Etat étranger.

Article 31

Celui qui n'a pas de domicile légal en Norvège peut déposer une demande d'enregistrement ou de renouvellement et faire valoir les droits découlant de l'enregistrement seulement lorsqu'il a un mandataire domicilié en ce pays et habilité comme tel par lui auprès de l'Office. Le mandataire représente l'ayant droit en tout ce qui concerne la marque de fabrique et, en matière civile, il peut être assigné en justice en son nom. Le nom et le domicile du mandataire doivent figurer au registre des marques de fabrique.

TITRE V

Cessions et licences

Article 32

Le droit d'exploiter une marque de fabrique peut être cédé avec ou sans l'établissement qui en dispose.

Lors de la cession d'un établissement, le droit d'exploiter les marques de fabrique y afférentes revient au nouveau propriétaire de celui-ci, sauf stipulations contraires.

Article 33

Sur demande du nouveau propriétaire et contre versement de la taxe prévue, la cession d'une marque de fabrique enregistrée doit être inscrite au registre des marques de fabrique et portée à la connaissance du public comme prévu à l'article 21. Les prescriptions données aux articles 28 et 31 sont également applicables.

L'Office peut refuser l'inscription de la cession si cette dernière n'a pas eu lieu en liaison avec la cession de l'établissement ayant exploité la marque, et si l'Office considère que l'usage de la marque aux mains du nouveau propriétaire serait de nature à créer une confusion. Recours en révision d'un tel refus est régi par les dispositions de l'article 19, dernier et avant-dernier alinéas.

Une action en justice portant sur une marque de fabrique enregistrée peut dans tous les cas être intentée à celui qui, au registre, figure comme propriétaire, et les avis émanant de l'Office lui sont adressés.

Article 34

Si le propriétaire d'une marque de fabrique enregistrée a concédé à quelqu'un d'autre le droit d'exploiter la marque dans l'exercice de son activité (licence), mention doit en être inscrite au registre des marques de fabrique et portée à la connaissance du public comme prévu à l'article 21, sur demande du licencié ou du propriétaire de la marque, et contre le versement d'une taxe prévue à cet effet. L'inscription et la publication se font dans les mêmes conditions lorsque, plus tard, il est établi que la licence est supprimée.

L'Office peut refuser d'inscrire la licence au registre s'il considère que l'usage de la marque par le licencié serait de nature à créer une confusion.

Le recours en révision d'un tel refus est régi par les dispositions de l'article 19, dernier et avant-dernier alinéas.

Le licencié ne peut pas céder son droit à un tiers, à moins que cela n'ait été convenu explicitement ou implicitement.

Article 35

Le droit d'exploiter une marque de fabrique ne peut pas faire l'objet d'une saisie ou d'une autre mesure d'exécution de la part des créanciers.

TITRE VI**Interdiction d'utiliser des désignations de marchandises susceptibles de créer une confusion****Article 36**

Si une désignation de marchandise est exploitée par un nouveau propriétaire ou par quelqu'un d'autre avec le consentement du propriétaire, et si le signe distinctif aux mains du nouvel exploitant est susceptible de créer une confusion, une décision judiciaire peut lui interdire d'utiliser le signe distinctif à l'état inchangé, et, par ailleurs, lui imposer tels engagements que le tribunal estime indispensables.

Il en est de même aussi dans d'autres cas où une désignation de marchandise est susceptible de créer une confusion, ou bien lorsqu'elle est utilisée d'une façon susceptible de créer une confusion.

Une action en justice en vertu du présent article peut être intentée par l'Office et, du reste, par quiconque s'estime lésé dans ses droits.

TITRE VII**Dispositions concernant les sanctions légales****Article 37**

Celui qui, sciemment, utilise des désignations de marchandises en violation de la présente loi est puni d'amendes ou d'emprisonnement jusqu'à 3 mois. Le Ministère public intente des poursuites seulement sur plainte de la personne lésée.

Article 38

Celui qui, sciemment ou par inadvertance, a utilisé des désignations de marchandises en violation de la présente loi doit à la personne lésée réparation du préjudice causé.

Si l'usage a été fait de bonne foi, le tribunal peut, dans la mesure qu'il estime équitable, imposer à l'utilisateur la réparation du préjudice, sans toutefois dépasser le gain qu'il est censé avoir obtenu par l'empêtement.

Article 39

Dans les litiges concernant l'usage illicite d'une marque de fabrique enregistrée, l'article 37 est applicable seulement si l'usage a eu lieu après la date d'enregistrement; l'article 38 est applicable seulement si l'usage a eu lieu après la publication effectuée en exécution de l'article 20, premier alinéa, ou bien si l'usage a été fait sciemment.

Article 40

Celui qui a utilisé une désignation de marchandises en violation de la présente loi est tenu, lorsque la personne lésée le requiert, de modifier ou d'enlever le signe distinctif. Si le signe ne peut être modifié ou enlevé sans entraîner des dépenses excessives pour le condamné, ou sans endommager ou détériorer la marchandise, on peut demander la saisie des objets qui portent le signe.

Par accord entre le condamné et la personne lésée, les objets saisis peuvent être cédés à cette dernière, en déduction sur la créance que cette personne pourrait avoir sur le condamné en vertu de l'article 38.

Dans les litiges concernant une atteinte au droit à une marque de fabrique, le tribunal peut aussi prendre d'autres décisions que celles prévues ci-dessus pour réprimer un usage abusif de la marque.

Article 41

Si une action en atteinte au droit à une marque est intentée par un licencié, celui-ci est tenu d'en informer le propriétaire de la marque.

TITRE VIII**Dispositions diverses****Article 42**

Toute personne a le droit de consulter le registre des marques de fabrique, de s'en faire délivrer des extraits certifiés conformes, ou des copies de demandes de marques de fabrique et des pièces y annexées, dès l'enregistrement de la marque ou dès sa publication en conformité de l'article 20.

Sur demande par écrit, l'Office vérifie si une marque déjouement reproduite est enregistrée ou a été déposée en vue de l'enregistrement pour désigner des marchandises ou classes de marchandises déterminées.

Une taxe prévue est à verser pour obtenir les extraits et vérifications ci-dessus signalés, ainsi que pour faire inscrire au registre des marques de fabrique et pour faire publier les modifications touchant le nom du propriétaire ou du mandataire. Toute demande aux fins d'obtenir un délai ou la prolongation d'un délai pour parer à des insuffisances, pour présenter des avis, des justifications, etc., doit être accompagnée d'une taxe prescrite qui sera remboursée si le délai n'est pas accordé.

Article 43

Le Roi peut fixer en détail la procédure à suivre pour le dépôt et l'examen des demandes d'enregistrement de marques de fabrique, établir le tarif des taxes à percevoir et réglementer l'application de la présente loi dans son ensemble.

Article 44

La présente loi entre en vigueur à partir de la date fixée par le Roi. A partir de la même date est abrogée la loi du 2 juillet 1910¹⁾ sur les marques de fabrique, avec modifications ultérieures, à l'exception des articles 25, 26 et 27.

Les références à la loi du 2 juillet 1910, données par d'autres lois, sont applicables aux dispositions correspondantes données par la présente loi.

Une marque de fabrique enregistrée avant la mise en vigueur de la présente loi ne peut être annulée qu'en vertu de l'article 25, 2^e alinéa, de la présente loi, ou bien si elle ne satisfait pas aux dispositions de la loi antérieure.

¹⁾ Voir *Prop. ind.*, 1946, p. 90.

lésée, les
en dédu-
oir sur le

oit à une
d'autres
un usage

est inten-
re le pro-

tre des
ts certi-
ques de
et de la
e 20.
que dû-
vne
classes

aits et
iserire
ier les
man-
a pro-
omp-
n'est

sur le
ques
égle-
le.

ixée
i du
ica-
au-
ates
vi-
de
ne

II

Loi concernant les marques collectives

(Du 3 mars 1961)

Article premier

De même qu'une personne s'occupant d'affaires, une association de telles personnes peut, selon la loi concernant les marques de fabrique, par l'enregistrement ou par l'usage notoirement connu, acquérir pour ses adhérents le droit exclusif d'utiliser une marque de fabrique ou un signe distinctif pour désigner leurs marchandises ou leurs services.

Les organismes publiques, fondations, sociétés ou autres groupements, fixant des normes ou exerçant un contrôle de marchandises ou de services, peuvent également acquérir le droit exclusif d'utiliser une marque de fabrique ou autre signe distinctif pour désigner les marchandises ou les services dont ils fixent les normes ou sur lesquels ils exercent le contrôle.

Les désignations visées par la présente loi sont appelées marques collectives.

Article 2

Sauf prescriptions contraires de la présente loi, les dispositions de la loi concernant les marques de fabrique sont applicables aussi aux marques collectives dans la mesure où elles les concernent.

Article 3

La demande d'enregistrement d'une marque collective doit être déposée à l'Office national de la propriété industrielle et, en plus des renseignements prévus à l'article 17 de la loi concernant les marques de fabrique, elle doit faire connaître les clauses qui ont été stipulées pour l'utilisation de la marque. Si la demande d'enregistrement est acceptée, ces clauses doivent être inscrites au registre de l'Office.

Si, par la suite, les clauses sont modifiées, le texte modifié doit tout de suite être communiqué à l'Office à fin d'enregistrement.

Article 4

La cession d'une marque collective peut faire l'objet d'une demande d'inscription au registre si l'Office considère que l'utilisation de la marque au nom du nouveau propriétaire n'est pas de nature à créer une confusion au sein du public.

Article 5

Outre les cas prévus à l'article 25 de la loi concernant les marques de fabrique, l'enregistrement d'une marque collective peut également être annulé par décision judiciaire si, au mépris des prescriptions données, les clauses convenues concernant l'utilisation de la marque ne sont pas communiquées à l'Office, ou bien si la marque est utilisée de façon contraire aux clauses communiquées conformément à l'article 3, ou utilisée de toute autre façon susceptible de créer une confusion, et si le propriétaire de la marque n'a pas, dans des délais convenables, pris les mesures nécessaires pour faire obstacle à de telles utilisations.

Une action en justice peut être intentée auprès des tribunaux par toute institution y habilitée par le Roi, ou par quiconque s'estime lésé dans ses droits.

Article 6

Dans les litiges concernant des atteintes au droit d'utiliser une marque collective, seul le propriétaire de cette marque a la faculté de se poser en demandeur. Le propriétaire peut aussi demander réparation des préjudices causés à des tiers jouissant du droit d'utiliser la marque.

Article 7

L'enregistrement des marques collectives est assuré par le registre des marques collectives, section spéciale du registre des marques de fabrique.

Article 8

Le Roi peut fixer en détail la procédure à suivre pour le dépôt et l'examen des demandes d'enregistrement des marques collectives, établir le tarif des taxes à percevoir, et réglementer l'application de la présente loi dans son ensemble.

Article 9

La présente loi entre en vigueur à partir de la date fixée par le Roi.

A partir de la même date, est abrogée la loi du 9 juillet 1925¹⁾ concernant les marques collectives, avec les modifications ultérieures y apportées.

Une marque collective enregistrée avant la mise en vigueur de la présente loi peut être invalidée seulement si elle ne remplit pas les conditions édictées par la loi antérieure ou bien si, depuis l'enregistrement, la marque a manifestement perdu le caractère de signe distinctif, ou bien prête désormais à confusion, ou si elle est devenue contraire à l'ordre public ou est susceptible de soulever la réprobation publique.

Jurisprudence

SUISSE

Dessins ou modèles industriels.

(Lausanne, Tribunal fédéral, 21 mars 1961. — Cafag S. A. et Papro S. A. c. Schmid)

I. — *Les différences de fait existant entre « dessin » et « modèle » sont dépourvues de portée juridique. Aussi celui qui a déposé un objet comme « dessin » peut-il ensuite en demander la protection comme « modèle ».*

II. — *Selon la jurisprudence le modèle est une forme qui s'adresse au sens esthétique, et présente une certaine originalité. Un caractère très simple n'exclut pas à lui seul l'originalité.*

Extrait des considérants:

I. — L'intimé a déposé les cornets litigieux auprès du Bureau fédéral de la propriété intellectuelle sous la désignation « dessin ». Par son action, il demande la protection non d'un dessin mais d'un modèle. D'après les recourantes, ses conclusions doivent dès lors être rejetées. Cette argumenta-

¹⁾ Voir *Prop. ind.*, 1924, p. 28.

Norge - Norway - Noreg - Noregg - Noregskonstitusjonen
Ausland
NORWEGEN
Warenzeichengesetz
 Vom 3. März 1961

KAPITEL I**Allgemeine Bestimmungen****§ 1**

Durch Eintragung nach Maßgabe dieses Gesetzes kann jeder Gewerbetreibende das ausschließliche Recht auf Verwendung eines Warenzeichens als besonderes Kennzeichen für Waren oder Dienstleistungen seines Geschäftsbetriebes erwerben.

Warenzeichen können aus Figuren, Worten oder Wortverbindungen (einschließlich Schlagwörtern), Buchstaben oder Zahlen oder auch aus einer besonderen Ausstattung der Ware oder ihrer Verpackung bestehen.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes über Waren finden, soweit sie anwendbar sind, auch auf Dienstleistungen Anwendung.

§ 2

Jeder Gewerbetreibende besitzt auch ohne Eintragung das ausschließliche Recht an einem Warenzeichen, wenn das Zeichen bereits eingeführt ist.

Ein Zeichen gilt als eingeführt, wenn es innerhalb der in Betracht kommenden inländischen Verkehrskreise allgemein als Kennzeichen für die Waren des Inhabers bekannt ist.

§ 3

In seinem Gewerbebetrieb kann jeder seinen Namen oder seine Firma als Kennzeichen für seine Waren verwenden, sofern diese Verwendung nicht geeignet ist, eine Verwechslung mit einem Warenzeichen, das bereits für einen anderen geschützt ist, oder mit dem Namen oder der Firma, die ein anderer bereits rechtmäßig in seinem Betrieb benutzt, hervorzurufen.

§ 4

Das Warenzeichenrecht nach den §§ 1 bis 3 hat die Wirkung, daß niemand außer dem Inhaber dieses Kennzeichens oder ein mit diesem im Verkehr verwechslungsfähiges Zeichen für seine Waren im Gewerbebetrieb verwenden darf. Dies gilt, einerlei, ob das Zeichen auf der Ware oder deren Verpackung, in der Werbung, auf Geschäftspapieren oder auf andere Weise einschließlich der mündlichen Benutzung verwendet wird und ohne Rücksicht darauf, ob die Ware dazu bestimmt ist, im In- oder Ausland verkauft oder in anderer Weise feilgeboten zu werden oder ob sie ins Inland eingeführt werden soll.

Ebenso gilt als unbefugte Benutzung, wenn jemand beim Verkauf oder Feilbieten von Ersatzteilen, Zubehör od. dgl. in einer Weise auf das Warenzeichen eines anderen hinweist, daß der falsche Eindruck erweckt wird, als ob die angebotene Ware vom Inhaber dieses Zeichens stamme oder als ob der Inhaber die Verwendung seines Kennzeichens gestattet habe.

Wird ein Zeichen der in den §§ 1 bis 3 bezeichneten Art für Waren rechtmäßig benutzt und werden diese Waren dann von einem anderen als dem Zeicheninhaber durch Bearbeitung, Reparatur od. dgl. wesentlich verändert, so darf das Zeichen nicht ohne Zustimmung des Inhabers für die Waren beibehalten oder verwendet werden, falls die Ware später eingeführt, verkauft oder gewerbsmäßig feilgehalten wird, sofern nicht die Veränderung deutlich angegeben ist oder sich sonst deutlich aus den Umständen ergibt.

§ 5

Das Warenzeichenrecht gibt dem Inhaber nicht das ausschließliche Recht an solchen Teilen des Zeichens, die hauptsächlich dazu dienen, die Ware oder ihre Verpackung für den Verwendungszweck geeigneter zu machen oder die anderen Zwecken dienen als dem, Warenzeichen zu sein.

1961.**Mars****3.**

**Nr. 4 Lov om varemerker
(Varemerkebøven)**

Warenzeichen gelten nach diesem Gesetz nur als verwechslungsfähig, wenn sie für Waren gleicher oder ähnlicher Art verwendet werden.

Die Bestimmung des ersten Absatzes ist jedoch nicht anzuwenden:

- auf den eigenen Namen oder die Firma;
- auf ein Zeichen, das besonders stark eingeführt und in weiten Inlandskreisen bekannt ist, wenn die Verwendung eines ähnlichen Zeichens durch einen anderen zu einer ungebührlichen Ausnutzung oder Verminderung des Wertes (goodwill) des Zeichens führen würde;
- auf ein eingeführtes Zeichen, wenn, hinsichtlich der besonderen Art der betreffenden Waren, die Verwendung eines ähnlichen Zeichens für andere Waren offensichtlich dem Wert des Zeichens nachteilig sein würde.

§ 7

Beanspruchen mehrere nach den §§ 1 und 2 das ausschließliche Recht am gleichen Warenzeichen, so steht dem älteren Recht die Priorität zu, soweit sich aus den §§ 8 und 9 nichts anderes ergibt.

§ 8

Ist ein Warenzeichen mit einem Warenzeichen älteren Rechts verwechslungsfähig, so kann es gleichwohl neben diesem bestehen, wenn die Anmeldung im guten Glauben eingereicht, keine Löschungsklage innerhalb von fünf Jahren seit dem Tage der Eintragung erhoben und ferner das Zeichen in einem nicht unerheblichen Umfang benutzt worden ist.

§ 9

Ein jüngeres Warenzeichenrecht kann neben einem älteren Recht bestehen,

- sofern das jüngere Recht durch Benutzung erworben worden ist und der Inhaber des älteren Zeichens nicht innerhalb einer angemessenen Frist Maßnahmen ergriffen hat, um die Benutzung des anderen Zeichens zu verhindern, oder
- sofern die Rechte auf die Zeichen durch Benutzung in verschiedenen Landesteilen erworben worden sind und angenommen werden kann, daß beide wie bisher ohne Verwechslungsgefahr für die Zeicheninhaber, von denen die Waren stammen, benutzt werden können.

§ 10

Zur Vermeidung einer Verwechslungsgefahr in den Fällen der §§ 3, 8 und 9 kann das Gericht, soweit es dies für billig hält, anordnen, daß eins der Zeichen oder beide in Zukunft nur für bestimmte Waren oder innerhalb eines bestimmten Landesteils oder in einer besonderen Art und Weise verwendet werden dürfen, wie z. B. in einer bestimmten Ausführung oder unter Hinzufügung einer Ortsangabe oder unter Hinzufügung des Namens des Zeicheninhabers oder mit einem sonstigen klärenden Zusatz.

§ 11

Bei Herausgabe von Wörterbüchern, Handbüchern, Lehrbüchern oder ähnlichen Druckschriften fachlichen Inhalts sind der Verfasser, der leitende Redakteur, der Herausgeber oder Verleger des Werkes auf Verlangen des Inhabers des eingetragenen Zeichens verpflichtet, dafür zu sorgen, daß das Warenzeichen in dem Werk nicht wiedergegeben wird, ohne daß klar angegeben ist, daß das Zeichen durch Eintragung geschützt ist.

Wird einem Anspruch nach Abs. 1 in angemessener Zeit nicht entsprochen, so kann von demjenigen, gegen

Die Anmeldung eines Warenzeichens muß die Angabe der Ausprägung enthalten, welche verlangt werden, daß er die Kosten einer nach Art und Umfang angemessenen zu veröffentlichten Berichtigung trägt.

KAPITEL II

Eintragung von Warenzeichen

§ 12

Die Warenzeichenrolle wird für das Staatsgebiet vom Patentamt geführt.

§ 13

Ein Warenzeichen, das eingetragen werden soll, muß geeignet sein, die Waren des Anmelders von denen anderer zu unterscheiden. Ein Zeichen darf nicht ausschließlich und auch nicht mit nur unwesentlichen Änderungen oder Zusätzen Art, Beschaftigkeit, Menge, Verwendung, Preis, Herkunftsart oder -zeit der Waren bezeichnen. Für die Entscheidung, ob ein Zeichen Unterscheidungskraft besitzt, sind alle Umstände zu berücksichtigen, insbesondere Zeit und Umfang der bisherigen Benutzung des Zeichens.

Ein Warenzeichen, das ausschließlich aus Buchstaben oder Ziffern besteht und nicht als Bildzeichen angesehen werden kann, kann nur eingetragen werden, wenn es Unterscheidungskraft durch ausgedehnte Benutzung erlangt hat.

Ein Warenzeichen kann nicht eingetragen werden, wenn es nur aus Bestandteilen besteht, die als Name oder Firma aufgefaßt werden können.

§ 14

Ein Warenzeichen kann nicht eingetragen werden:

1. wenn das Zeichen gegen ein Gesetz oder die öffentliche Ordnung verstößt oder geeignet ist, Ärger zu erregen;
2. wenn das Zeichen zur Irreführung geeignet ist;
3. wenn das Zeichen ohne Genehmigung der zuständigen Behörde öffentliche Wappen, Flaggen oder andere öffentliche Embleme oder Zeichen enthält, einschließlich der amtlichen in- oder ausländischen Prüf- und Gewährzeichen oder Siegel, die für Waren der gleichen oder ähnlichen Art benutzt werden, für die das Zeichen zur Eintragung angemeldet ist, oder wenn es Wappen, Flaggen oder andere Embleme, Abkürzungen oder Bezeichnungen enthält, die zwischenstaatlichen Organisationen zugehören, oder wenn es internationale Zeichen, Siegel oder Symbole enthält, deren nicht genehmigter Gebrauch durch Gesetz verboten ist.

Darüber hinaus kann ein Zeichen nicht eingetragen werden, wenn es mit solchen Emblemen, Zeichen usw., wie sie oben aufgezählt sind, verwechslungsfähig ist. Dagegen hindern ausländische Embleme, Zeichen usw., mit Ausnahme der Nationalflaggen eine Eintragung nur, wenn sie in dem vom Patentamt herausgegebenen Blatt veröffentlicht worden sind;

4. wenn das Zeichen Bestandteile enthält, die geeignet sind, als Firma eines anderen oder als Name oder Abbild eines anderen aufgefaßt zu werden und diese sich nicht offensichtlich auf seit langem verstorbene Personen beziehen;
5. wenn das Zeichen Bestandteile enthält, die geeignet sind, als besonderer Titel eines geschützten literarischen oder künstlerischen Werkes eines anderen aufgefaßt zu werden, oder die das Urheberrecht eines anderen an einem solchen Werk oder das Recht eines anderen an einer Photographie oder einem Muster verletzen;
6. wenn das Zeichen mit dem Namen oder der Firma, mit einem auf Grund einer früheren Anmeldung eingetragenen Warenzeichen oder mit einem Zeichen eines anderen verwechslungsfähig ist, das vor Einreichung der Anmeldung bereits eingeführt war;
7. wenn das Zeichen mit dem Warenzeichen eines anderen verwechslungsfähig ist, das dieser vor dem Anmelder benutzt hatte, und wenn der Anmelder von der Benutzung im Zeitpunkt der Einreichung der Anmeldung Kenntnis hatte.

Ausnahmen von den Vorschriften der Ziffern 4, 5, 6 und 7 dieses Paragraphen können zugelassen werden, sofern der Inhaber des älteren Rechts zustimmt und keine Gefahr besteht, daß das Zeichen eine irreführende Wirkung ausübt.

§ 15

Das mit der Eintragung erworbene Ausschlußrecht erstreckt sich nicht auf die Bestandteile des Zeichens, die für sich allein nicht eingetragen werden können.

Enthält ein Zeichen solche Bestandteile und ist das Patentamt der Ansicht, daß die Eintragung des Zeichens eine Ungewißheit über den Schutzmfang des Rechts hervorrufen könnte, so kann durch einen besonderen Vermerk bei der Eintragung festgestellt werden, daß ein solcher Bestandteil vom Schutz ausgeschlossen ist.

Wird später festgestellt, daß der Bestandteil, der vom Schutz ausgeschlossen worden war, eintragungsfähig ist, so kann eine neue Eintragung des Bestandteils für sich allein oder des ganzen Zeichens ohne den früheren Vorbehalt beansprucht werden.

§ 16

Warenzeichen werden für eine oder mehrere Warenklassen eingetragen. Die Warenklasseneinteilung wird vom König festgesetzt.

§ 17

Anmeldungen auf Eintragung von Warenzeichen sind schriftlich beim Patentamt einzureichen. Die Anmeldung muß Angaben über den Namen oder die Firma des Anmelders, die Art des Geschäftsbetriebes, die Wiedergabe des Zeichens und die Angabe der Waren oder Warenklassen enthalten, für die die Eintragung beansprucht wird. Darüber hinaus muß die Anmeldung den Vorschriften des § 43 entsprechen, und ihr muß die vorgeschriebene Gebühr beigelegt sein.

§ 18

Wird die Eintragung eines Warenzeichens beantragt, das der Anmelder erstmalig für Waren benutzt hat, die auf einer inländischen internationalen Ausstellung ausgestellt worden sind, und wird die Anmeldung innerhalb von sechs Monaten nach der Eröffnung der Ausstellung eingereicht, so kann die Anmeldung im Verhältnis zu Zeichen, die andere zur Eintragung angemeldet oder in Benutzung genommen haben, an dem Tage als eingereicht gelten, an dem die Waren erstmalig auf der Ausstellung ausgestellt worden sind.

Unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit kann der König mit ausländischen Staaten Vereinbarungen darüber treffen, daß entsprechende Bestimmungen für internationale Ausstellungen in ihrem Gebiet gelten sollen.

§ 19

Entspricht eine Warenzeichenanmeldung nicht den Vorschriften dieses Gesetzes oder den Vorschriften, die auf diesem Gesetz beruhen, oder sind die Voraussetzungen für eine Eintragung nicht gegeben, soil das Patentamt den Anmelder entsprechend bescheiden. Dem Anmelder ist eine angemessene Frist zur Außerung und zur Behebung der Mängel zu gewähren.

Eine Anmeldung gilt nicht als eingereicht, wenn eine Wiedergabe des Zeichens nicht eingereicht worden ist. Andere Mängel der Anmeldung hindern nicht, die Anmeldung als an dem Tage eingereicht zu betrachten, an dem die Wiedergabe des Zeichens eingereicht worden ist, sofern die Mängel innerhalb der vom Patentamt gesetzten Frist behoben worden sind.

Wird ein Bescheid des Patentamts nicht vor Ablauf der gesetzten Frist beantwortet, so gilt die Anmeldung als zurückgezogen. Gegen Zahlung einer besonderen Gebühr kann der Anmelder aber innerhalb von vier Monaten nach Fristablauf die Wiedereinsetzung der Anmeldung beantragen. Innerhalb der gleichen Frist muß der Bescheid des Patentamts beantwortet werden. Wird die Gebühr nicht gezahlt und der Bescheid nicht fristgerecht beantwortet, so gilt der Antrag auf Wiedereinsetzung

(Noch Norwegen)

als nicht gestellt. Wiedereinsetzung kann für eine anhängige Anmeldung nur einmal beantragt werden.

Hat der Anmelder den Bescheid des Patentamts innerhalb der gesetzten Frist beantwortet, ist aber das Patentamt der Ansicht, daß die Anmeldung weiterhin mit Mängeln behaftet ist, so wird die Anmeldung zurückgewiesen, es sei denn, das Patentamt hält den Erlaß eines neuen Bescheides an den Anmelder mit einer neuen Erwiderrungsfrist für angemessen.

Wird die Eintragung verweigert, kann der Anmelder gegen Zahlung einer vorgeschriebenen Gebühr gegen die Entscheidung bei der zweiten Instanz des Patentamts Berufung einlegen. Die Frist für die Einlegung der Berufung beträgt zwei Monate vom Tage der Zustellung eines Bescheides über die Entscheidung an den Anmelder durch das Patentamt an.

Wird die Eintragung des Zeichens von der zweiten Instanz verweigert, ist die Entscheidung vor den Gerichten nicht anfechtbar.

§ 20

Ist die Anmeldung nach diesem Gesetz und den Bestimmungen, die auf diesem Gesetz beruhen, ordnungsgemäß, und ist kein Hindernis festgestellt, als der Eintragung entgegensteht, so wird die Anmeldung und regelmäßig alle dazugehörigen Unterlagen bekanntgemacht. Die Bekanntmachung wird zusammen mit dem wesentlichen Inhalt der Anmeldung im Blatt veröffentlicht, das vom Patentamt herausgegeben wird. Die Veröffentlichung soll den Hinweis enthalten, daß jeder, der Einwände gegen die Eintragung des Zeichens erheben will, diese in der vorgeschriebenen Form innerhalb von zwei Monaten seit der Veröffentlichung geltend machen muß.

Nach Ablauf der Frist führt das Patentamt das Verfahren und die Prüfung der Anmeldung fort und entscheidet danach, ob das Zeichen einzutragen ist.

Der Anmelder und jeder Widersprechende können gegen jede Entscheidung, die gegen sie ergangen ist, bei der zweiten Instanz des Patentamts Berufung einlegen. Die Bestimmungen des letzten und vorletzten Absatzes des § 19 sind auf eine solche Berufung anwendbar.

§ 21

Wird die Eintragung des Zeichens vom Patentamt endgültig beschlossen, so wird die Entscheidung in das Register eingetragen, ein Hinweis auf die Eintragung im Blatt, das vom Patentamt herausgegeben wird, veröffentlicht und dem Anmelder eine Eintragungsurkunde zugeschickt.

Ist die Anmeldung nach den Vorschriften des § 20 bekanntgemacht worden, soll ein Hinweis, wie in Abs. 1 erwähnt, auch erfolgen, wenn die Eintragung verweigert oder die Anmeldung zurückgezogen wird.

§ 22

Die Gültigkeit der Eintragung beginnt gemäß § 17 (vgl. § 19) dieses Gesetzes mit dem Tage der Einreichung der Anmeldung beim Patentamt oder mit dem Tage, an dem sie als eingereicht gilt (§ 18). Die Gültigkeitsdauer der Eintragung beträgt zehn Jahre vom Tage des Erlasses der endgültigen Entscheidung über die Eintragung des Zeichens (Eintragungsdatum) an.

Der Zeicheninhaber kann die Erneuerung der Eintragung für jeweils zehn Jahre nach Ablauf des vorhergehenden Eintragungszeitraums beantragen.

§ 23

Der Antrag auf Erneuerung ist beim Patentamt schriftlich einzureichen, und zwar nicht eher als ein Jahr vor und nicht später als sechs Monate nach Ablauf des Eintragungszeitraums; die vorgeschriebene Gebühr muß beigelegt werden. Wird der Antrag nach Ablauf des Eintragungszeitraums gestellt, muß der Antragsteller darüber hinaus eine zusätzliche Gebühr entrichten.

Ist ein Erneuerungsantrag bis zum Ablauf des Eintragungszeitraums nicht eingereicht worden, erinnert das Patentamt den eingetragenen Inhaber oder seinen

Vertreter; das Patentamt ist jedoch nicht verantwortlich, wenn eine solche Erinnerung nicht erfolgt.

Die Vorschriften des § 19 mit Ausnahme von Abs. 2 Satz 1 und § 21 Abs. 1 sind auf das Verfahren für Erneuerungsanträge entsprechend anwendbar.

§ 24

Auf Antrag des Zeicheninhabers und gegen Zahlung der vorgeschriebenen Gebühr können bei einem eingetragenen Zeichen unwesentliche Änderungen, die den Gesamteindruck des Zeichens nicht beeinflussen, vorgenommen werden. § 21 Abs. 1 ist anwendbar. Der Hinweis im Blatt gibt das Zeichen in seiner geänderten Form wieder.

KAPITEL III

Erlöschen der Eintragung

§ 25

Ist ein Warenzeichen entgegen den Bestimmungen dieses Gesetzes eingetragen worden, kann die Eintragung durch Urteil gelöscht werden, falls das Zeichen nicht nach den §§ 8 bis 10 fortbestehen kann.

Die Löschung der Eintragung kann auch erfolgen, wenn der Inhaber kein Gewerbetreibender mehr ist oder wenn das Zeichen nach der Eintragung offensichtlich seine Unterscheidungskraft eingebüßt hat oder irreführend geworden ist oder gegen die öffentliche Ordnung verstößt oder geeignet ist, Argernis zu erregen.

§ 26

Für das gerichtliche Verfahren nach § 25 ist das Stadtgericht Oslo (Oslo byrett) zuständig, und das gerichtliche Verfahren kann von jedem eingeleitet werden, der ein rechtliches Interesse daran hat. Das Patentamt ist über das Verfahren zu benachrichtigen.

Verfahren nach den Vorschriften des § 13 oder des § 14 Ziffern 1 bis 3 einschließlich oder nach § 25 Abs. 2 können auch beim Patentamt eingeleitet werden.

Durch Vereinbarung zwischen Warenzeicheninhaber und demjenigen, der dessen Rechte bestreitet, kann die Frage der Gültigkeit der Eintragung der zweiten Instanz des Patentamts zur endgültigen Entscheidung vorgelegt werden. Dafür ist eine vorgeschriebene Gebühr zu entrichten.

Erachtet die zweite Instanz die Voraussetzungen für den Schutz als offensichtlich nicht gegeben oder nicht mehr bestehend, so kann sie endgültig die Eintragung löschen, sofern der Zeicheninhaber gegen diese Entscheidung keinen Einwand erhebt. Der Einwand des Inhabers muß beim Patentamt eingereicht werden, und zwar nicht später als drei Monate, nachdem die zweite Instanz des Patentamts ihm die Nachricht zugestellt hat, daß sie eine solche Entscheidung zu erlassen beabsichtigt und hierfür die Begründung angegeben hat.

§ 27

Wird die Eintragung eines Warenzeichens durch Urteil gelöscht, so ist die Entscheidung in der Rolle einzutragen und, wie in § 21 Abs. 1 vorgesehen, zu veröffentlichen.

Das gleiche gilt, wenn die Eintragung nicht erneuert wird oder der Zeicheninhaber die Streichung des Warenzeichens in der Rolle beantragt.

KAPITEL IV

Besondere Bestimmungen über die Eintragung ausländischer Warenzeichen

§ 28

Meldet jemand, der im Inland keinen Geschäftsbetrieb unterhält, die Eintragung eines Warenzeichens an, so hat er nachzuweisen, daß das Zeichen für ihn in seinem Heimatstaat für die Waren eingetragen ist, auf die sich die Anmeldung bezieht.

Abs. 1 ist nicht anzuwenden, wenn der Heimatstaat des Anmelders entsprechende Vergünstigungen für Zei-

en gewährt, deren Eintragung dort von einem norwegischen Gewerbetreibenden beantragt ist.

§ 29

Unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit kann der König anordnen, daß ein in einem ausländischen Staat eingetragenes Warenzeichen unter näher bestimmten Voraussetzungen im Inland so eingetragen werden kann, wie es in dem ausländischen Staat gültig eingetragen ist. Wird ein Zeichen nach dieser Bestimmung eingetragen, das sonst im Inland nicht eintragungsfähig gewesen wäre, so wird es nicht im größeren Umfang und nicht in längere Zeit als in dem ausländischen Staat geschützt.

§ 30

Unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit kann der König anordnen, daß jeder, der in vorgeschriebener Form einen Antrag auf Eintragung eines Zeichens im ausländischen Staat eingereicht hat, innerhalb einer bestimmten Frist die Eintragung des Zeichens im Inland zur Wirkung beantragen kann, daß diese Anmeldung gegenüber Zeichen, für die die Eintragung von anderen beantragt worden ist oder die von anderen in Benutzung genommen worden sind, im Inland zur gleichen Zeit als angereicht gilt, zu der die Anmeldung im ausländischen Staat erfolgt ist.

§ 31

Ein Anmelder, der im Inland keinen Wohnsitz hat, kann einen Antrag auf Eintragung oder Erneuerung nur anstreichen und Rechte aus der Eintragung nur verfolgen, wenn er einen im Inland ansässigen Vertreter hat, der vom Patentamt benannt worden ist. Der Vertreter vertritt ihn in allen Angelegenheiten, die das Warenzeichen betreffen, und kann in bürgerlich-rechtlichen Streitigkeiten in seiner Stelle vorgeladen werden. Name und Adresse des Vertreters sind in der Warenzeichenrolle zu vermerken.

KAPITEL V

Übertragung und Lizenz

§ 32

Das Recht an einem Warenzeichen kann mit oder ohne den Geschäftsbetrieb, in dem es benutzt wird, übertragen werden.

Bei Übertragung eines Geschäftsbetriebes geht das Recht an den Warenzeichen, die zu dem Geschäftsbetrieb gehören, auf den neuen Eigentümer über, sofern nichts anderes vereinbart worden ist.

§ 33

Die Übertragung eines eingetragenen Warenzeichens ist auf Antrag des neuen Inhabers und gegen Zahlung der vorgeschriebenen Gebühr in der Warenzeichenrolle einzutragen und, wie in § 21 vorgesehen, zu veröffentlichen. Die Bestimmungen der §§ 28 und 31 sind entsprechend anwendbar.

Das Patentamt kann die Eintragung der Übertragung verweigern, wenn die Übertragung nicht in Zusammenhang mit der Übertragung des Geschäftsbetriebes, zu dem das Zeichen gehört, erfolgt ist und das Patentamt die Benutzung des Zeichens durch den neuen Inhaber als zur Irreführung geeignet ansieht. Für die Anfechtung einer solchen Verweigerung sind die Bestimmungen des § 19, letzter und vorletzter Absatz, anwendbar.

Prozesse, die das eingetragene Warenzeichen betreffen, richten sich immer gegen denjenigen, der in der Rolle Inhaber eingetragen ist; Bescheide des Patentamts richten an ihn zu richten.

§ 34

Hat der Inhaber eines eingetragenen Warenzeichens anderen das Recht eingeräumt, das Zeichen zu gewissen Zwecken zu benutzen (Lizenz), so ist diese Lizenz auf Antrag des Warenzeicheninhabers oder des Lizenznehmers gegen Zahlung einer vorgeschriebenen Gebühr in die Warenzeichenrolle einzutragen und gemäß

§ 21 zu veröffentlichen. In gleicher Weise ist einzutragen und zu veröffentlichen, wenn später dargetan wird, daß die Lizenz erloschen ist.

Das Patentamt kann die Eintragung einer Lizenz verweigern, wenn es die Benutzung des Zeichens durch den Lizenznehmer als zur Irreführung geeignet erachtet.

Für die Anfechtung einer solchen Verweigerung sind die Bestimmungen des § 19, letzter und vorletzter Absatz, anwendbar.

Der Lizenznehmer kann sein Recht auf einen Dritten nicht übertragen, sofern dies nicht ausdrücklich oder stillschweigend vereinbart ist.

§ 35

Das Warenzeichenrecht kann nicht Gegenstand einer Pfändung oder einer anderen Zwangsvollstreckungsmaßnahme durch die Gläubiger sein.

KAPITEL VI

Verbot der Benutzung irreführender Warenkennzeichen

§ 36

Wird ein Warenkennzeichen von einem neuen Inhaber oder einem anderen mit Zustimmung des Inhabers in Benutzung genommen und ist das Zeichen in der Hand des neuen Inhabers zur Irreführung geeignet, so kann ihm durch Urteil die Benutzung des Zeichens in unveränderter Form verboten und ihm darüber hinaus solche Auflagen gemacht werden, die das Gericht für erforderlich hält.

Das gleiche gilt auch in anderen Fällen, in denen das Warenkennzeichen irreführend ist oder in einer Weise benutzt wird, die zur Irreführung geeignet ist.

Klagen nach dieser Vorschrift können vom Patentamt und von jedem, der ein rechtliches Interesse daran hat, erhoben werden.

KAPITEL VII

Bestimmungen über den Rechtsschutz

§ 37

Wer vorsätzlich Warenkennzeichen entgegen den Bestimmungen dieses Gesetzes benutzt, wird mit Geldstrafe oder Gefängnis bis zu drei Monaten bestraft. Der Staatsanwalt verfolgt das Vergehen nur auf Antrag des Verletzten.

§ 38

Wer vorsätzlich oder fahrlässig Warenkennzeichen entgegen den Bestimmungen dieses Gesetzes benutzt, ist verpflichtet, dem Verletzten den Schaden zu ersetzen.

Ist die Benutzung in gutem Glauben erfolgt, so kann das Gericht den Benutzer zur Schadensersatzleistung in dem Umfange verpflichten, den es für angemessen hält, jedoch nicht über den Gewinn hinaus, der als durch die Verletzung erlangt angesehen werden muß.

§ 39

Auf die widerrechtliche Benutzung eines eingetragenen Warenzeichens sind die Bestimmungen des § 37 nur anwendbar, wenn die Benutzung nach dem Tage der Eintragung stattgefunden hat; die Bestimmungen des § 38 sind nur anwendbar, wenn die Benutzung nach der Bekanntmachung gemäß § 20 Abs. 1 oder vorsätzlich erfolgt ist.

§ 40

Wer ein Warenkennzeichen entgegen den Bestimmungen dieses Gesetzes benutzt, ist auf Verlangen des Verletzten verpflichtet, das Zeichen zu ändern oder zu beseitigen. Ist die Änderung oder Beseitigung des Zeichens ohne außergewöhnliche Aufwendungen des Verurteilten oder ohne Beschädigung oder Zerstörung der Ware nicht möglich, so kann die Beschlagnahme der Gegenstände, auf denen das Zeichen angebracht ist, beantragt werden.

Durch Vereinbarung zwischen dem Verurteilten und dem Verletzten können die beschlagnahmten Gegenstände dem Verletzten übertragen werden, und zwar unter Ab-

(Nach Norwegen)

zug der Forderung, die dem Verletzten nach § 3b gegen den Verurteilter zustehen könnte.

Wird ein Warenzeichenrecht verletzt, so kann das Gericht auch andere als die obenerwähnten Maßnahmen anordnen, um den Mißbrauch des Zeichens zu verhindern.

§ 41

Wird ein Verletzungsverfahren durch einen Lizenznehmer eingeleitet, so ist er verpflichtet, den Warenzeicheninhaber von dem Verfahren zu unterrichten.

KAPITEL VIII

Verschiedene Bestimmungen

§ 42

Jeder ist berechtigt, die Warenzeichenrolle einzusehen, sich beglaubigte Rollenauszüge anfertigen zu lassen und sich Abschriften von den Warenzeichenanmeldungen mit den bekanntgemachten Unterlagen zu machen, und zwar vom Zeitpunkt der Eintragung oder der Bekanntmachung gemäß § 20 ab.

Auf schriftlichen Antrag ermittelt das Patentamt, ob ein bestimmtes Zeichen eingetragen oder Gegenstand einer Anmeldung für bestimmte Waren oder Warenklassen ist.

Für die obenerwähnten Abschriften und Ermittlungen ist eine vorgeschriebene Gebühr zu zahlen, ebenso für Umschreibungen des Zeicheninhabers oder Vertreters in der Warenzeichenrolle. Antragen auf Gewährung einer Frist oder auf Verlängerung einer Frist um Mängel zu beheben, weiteres Vorbringen oder weitere Begründungen od. dgl. einzureichen, ist eine vorgeschriebene Gebühr beizufügen, die zurückgezahlt wird, wenn die beantragte Frist nicht gewährt wird.

§ 43

Der König kann nähere Bestimmungen über das Verfahren bei der Einreichung und Verfolgung der Warenzeichenanmeldungen, über den Gebührentarif und die Ausführung dieses Gesetzes erlassen.

§ 44

Dieses Gesetz tritt mit dem vom König bestimmten Zeitpunkt in Kraft¹. Von demselben Zeitpunkt an wird das Warenzeichengesetz vom 2. Juli 1910² mit seinen späteren Änderungen außer §§ 25, 26 und 27 aufgehoben.

Verweisungen in anderen Gesetzen auf das Gesetz vom 2. Juli 1910 sind auf die entsprechenden Bestimmungen dieses Gesetzes anzuwenden.

Ein Warenzeichen, das vor Inkrafttreten dieses Gesetzes eingetragen worden ist, kann nur nach § 25 Abs. 2 dieses Gesetzes oder, wenn es den Bestimmungen des früheren Gesetzes nicht genügt, gelöscht werden.

Übersetzung nach einer von der „Association of Norwegian Patent Agents“, 1961, gefertigten englischen Übersetzung, in Verbindung mit „La Propriété Industrielle“ 1961 S. 255 ff.

(Nach Norwegen)

Verbandszeichengesetz

Vom 3. März 1961

§ 1

Verbande von Gewerbetreibenden können in gleicher Weise wie einzelne Gewerbetreibende gemäß dem Warenzeichengesetz³ durch Eintragung oder Einführung für ihre Mitglieder ein ausschließliches Recht auf Benutzung eines Warenzeichens oder anderer Warenkennzeichen für Waren oder Dienstleistungen erwerben.

Ebenso können öffentliche Behörden, Stiftungen, Gesellschaften oder andere Vereinigungen, die Normen erlassen oder die Kontrolle über Waren oder Dienstleistungen ausüben, für solche Waren oder Dienstleistungen, die Gegenstand ihrer Normen oder Kontrolle sind, ein

¹ In Kraft getreten am 1. Oktober 1961

² Siehe dieses Blatt 1911 S. 7 ff.; 1914 S. 199 ff.; 1915 S. 139; 1933 S. 196; 1940 S. 267 ff.; 1947 S. 70 ff.; 1955 S. 153; 1941 S. 301 ff.; 1953 S. 196; 1942 S. 20 ff.; 1944 S. 44; 1949 S. 213 ff.; 1955 S. 245, 267; 1957 S. 35.

³ Siehe S. 62 ff.

ausschließliches Recht an einem Warenzeichen oder Warenkennzeichen erwerben.

Zeichen nach diesem Gesetz werden Verbandszeichen genannt.

§ 2

Soweit sich aus den Bestimmungen dieses Gesetzes nichts anderes ergibt, sind die Bestimmungen des Warenzeichengesetzes — soweit anwendbar — auch auf Verbandszeichen anzuwenden.

§ 3

Die Anmeldung des Verbandszeichens ist beim Patentamt einzureichen und muß außer den in § 17 des Warenzeichengesetzes vorgeschriebenen Angaben auch die Bestimmungen über die Benutzung des Zeichens enthalten. Führt die Anmeldung zur Eintragung, so sind diese Bestimmungen in die Rolle einzutragen.

Werden die Bestimmungen später geändert, so ist die geänderte Fassung dem Patentamt unverzüglich mitzuteilen.

§ 4

Die Eintragung der Übertragung eines Verbandszeichens in die Rolle kann beantragt werden, falls das Patentamt die Benutzung des Zeichens durch den neuen Inhaber nicht für geeignet hält, die Öffentlichkeit irrezuführen.

§ 5

Die Eintragung eines Verbandszeichens kann außer in den Fällen des § 25 des Warenzeichengesetzes durch Urteil auch dann gelöscht werden, wenn die für die Benutzung des Zeichens maßgebenden Bestimmungen dem Patentamt nicht mitgeteilt worden sind oder wenn das Zeichen entgegen den gemäß § 3 mitgeteilten Bestimmungen oder in einer zur Irreführung geeigneten Weise benutzt wird, sofern der Zeicheninhaber nicht innerhalb einer angemessenen Frist die notwendigen Maßnahmen zur Verhinderung einer solchen Benutzung getroffen hat.

Klagen können von jeder Behörde, die der König bestimmt, oder von jedem, der ein rechtliches Interesse daran hat, erhoben werden.

§ 6

Nur der Inhaber des Verbandszeichens ist im Falle der Verletzung des Warenzeichenrechts klageberechtigt. Der Inhaber kann auch Ersatz des Schadens beanspruchen, der Dritten zugefügt worden ist, die zur Benutzung des Zeichens berechtigt sind.

§ 7

Die Eintragung von Verbandszeichen erfolgt in der Verbandszeichenrolle, die eine besondere Abteilung der Warenzeichenrolle ist.

§ 8

Der König kann besondere Bestimmungen über das Verfahren bei der Einreichung und Behandlung der Anmeldung von Verbandszeichen sowie über Gebührentarife und über die Ausführung dieses Gesetzes erlassen.

§ 9

Das Gesetz tritt mit dem vom König bestimmten Zeitpunkt in Kraft.

Von demselben Zeitpunkt ab wird das Verbandszeichengesetz vom 9. Juli 1923⁴ mit seinen späteren Änderungen aufgehoben.

Ein Verbandszeichen, das vor Inkrafttreten dieses Gesetzes eingetragen worden ist, kann nur gelöscht werden, wenn es den Vorschriften des früheren Gesetzes nicht genügt oder wenn das Zeichen nach der Eintragung offensichtlich seine Unterscheidungskraft verloren hat oder wenn es irreführend geworden ist oder wenn es gegen die öffentliche Ordnung verstößt oder wenn es geeignet ist, Ärgernis zu erregen.

Übersetzung nach einer von der „Association of Norwegian Patent Agents“, 1961, gefertigten englischen Übersetzung, in Verbindung mit „La Propriété Industrielle“ 1961 S. 264.

⁴ In Kraft getreten am 1. Oktober 1961

⁵ Siehe dieses Blatt 1924 S. 139 ff.; 1949 S. 216; 1957 S. 36.